

Des stats US et des AG belges

- USA: confiance des consommateurs Conférence Board, Réunion du Comité de politique monétaire de la Fed
- Allemagne: Baromètre de la consommation GfK
- Les AG de AB InBev, Agfa-Gevaert, Europav, Galapagos, Hamon, Texaf et Unimore.

MARCHÉS

△ Bel 20	2.656,28	+0,46%
△ EuroStoxx50	2.947,04	+0,9%
△ Euronext 100	706,76	+0,81%
△ Dow Jones	11.205,03	+0,01%
▽ Nikkei225	2.572,95	-0,28%
▽ Euro/USD	1,3324	-0,17%
▽ Euro/Bor à 3 mois	0,645%	+0,00%
▽ Tauv belge à 10 ans	3,55%	-0,02
△ Once d'or (en USD)	1.154,50	+1,32%
▽ Brent (en USD/Barril)	86,83	-0,85%

DANS L'ACTU

P.2 > Dernière ligne droite pour la vente de KBL. Le groupe Indien Hinduja, favori à la reprise, a des allures de success story mêlée de souffre.

P.4 > Deminor fédère les actionnaires d'UBS. Deminor lance un appel afin de fédérer les actionnaires de la banque suisse en vue d'éventuelles poursuites en justice.

P.5 > Le CEO de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, auditionné ce mardi par la commission sénatoriale avec le «Frenchys», concepteur des CDO.

ENTREPRISES & BUSINESS

P.6 > La sidérurgie mondiale se remet à produire. Elles prévisions sont pour le moins positives. Reste le conflit avec les géants miniers qui pourrait handicaper la relance.

P.8 > Les amours difficiles de United Airlines. La compagnie aérienne United essaye de trouver un partenaire... Mais sans succès. Après l'échec avec US Airways, c'est Continental.

P.8 > Telenet se porte bien. A l'occasion de ses résultats du premier trimestre, l'entreprise

L'ÉCHO

LE JOURNAL ÉCONOMIQUE & FINANCIER DEPUIS 1881

55 Emy Elshoung

MARDI 27 AVRIL 2010 N°82 - 130€ ANNÉE - PRIX BELGIQUE 170 EURO - LUXEMBOURG 220 EUROS - AVENUE DU PORT 16C BOÎTE 309 1000 BRUXELLES TEL. 024231611

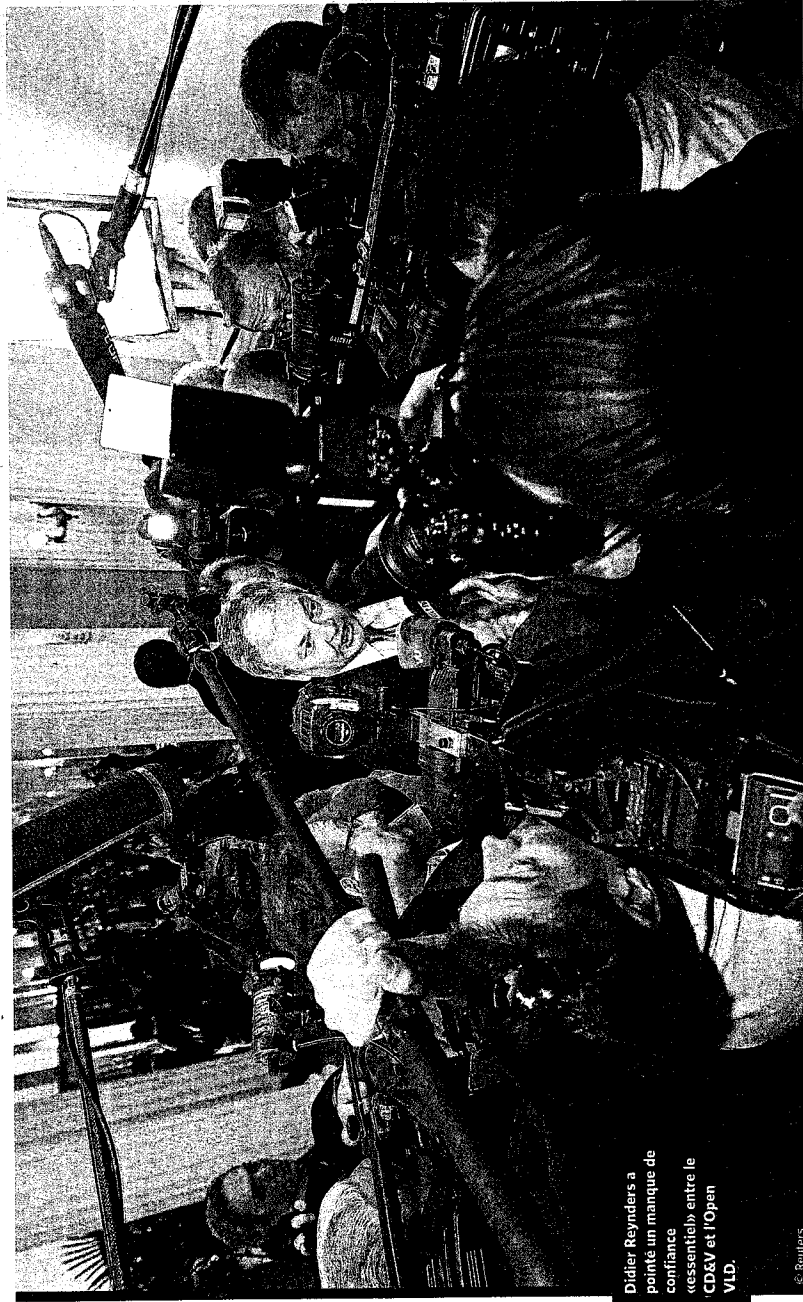
Une crise, une démission et beaucoup de questions

Le Roi a accepté, hier vers 18h30, la démission du gouvernement d'Yves Leterme. Ce qui devrait conduire à la tenue d'élections anticipées, début juin. La piste d'un cabinet restreint pour traverser la présidence belge de l'Union européenne n'était toutefois pas totalement abandonnée hier soir.

Cela impliquerait la montée dans le gouvernement des Verts et du spa pour un intérim de 6 à 8 mois. « Une victoire en sinistre total est impossible à dépanner », a toutefois déclaré le président du spa Caroline Gennez. La famille libérale est pointée du doigt pour cette chute. Les Francophones citent le VLD, dont les ultimatum ont usé les nerfs des négociateurs, tandis qu'en Flandre, la responsabilité est rejetée sur le MR, qui ne se serait pas suffisamment affranchi de son allié du FDF.

Pour le constitutionnaliste Marc Uyttendaele (ULP), des élections anticipées seraient légales, malgré le maintien de l'arrondissement BHV. Les principales victimes d'un scrutin en juin seraient sans doute le CD&V et le MR, selon le politologue Pascal Delwit (ULB).

► Lire en pages 2 et 3



Didier Reynders a pointé un manque de confiance «essentiel» entre le CD&V et l'Open VLD.

© Reuters

Questions à... Marc Uyttendaele, Professeur de droit constitutionnel à l'UOB

Cette nouvelle démission du gouvernement endosse une série de procédures en cascade qui devraient probablement nous mener à des élections au mois de juin. Décryptage.

Va-t-il y avoir de nouvelles élections?

► Pour tenir de nouvelles élections, il faut auparavant dissoudre les assemblées. Ce n'est pas encore chose faite. Une fois qu'elles seront dissoutes, alors les élections devront se tenir dans les 40 jours maximum, soit début juin. Les nouvelles élections devront être mises sur pied dans les deux mois.

Comment un nouveau gouvernement pourrait-il fonctionner dans un tel contexte de crise politique?

► Il apparaît clairement aujourd'hui que la prochaine législature sera probablement une législature de réforme de l'État. Il faudra donc se donner les moyens de modifier la constitution, c'est-à-dire faire la liste des articles de loi qui seront ouverts à révision. Une thèse disc-

table, mais largement admise, est qu'un gouvernement démissionnaire ne peut pas contre-signer une nouvelle déclaration de révision de la constitution. Il ne peut que reproduire la déclaration adoptée sous la législature précédente, c'est-à-dire dans ce cas-ci avant les élections de 2007. Il faudra donc une séance de vote à la Chambre et au Sénat, puis une ratification par le Roi, contre-signée par le gouvernement. Ensuite les Chambres seraient dissoutes.

Pourrait-on avoir un gouvernement avant le démarrage de la présidence belge de l'Union européenne?

► C'est très improbable, sauf miracle politique. Or, ce n'est plus l'heure des miracles...

Une séance était programmée à la chambre pour jeudi. Pourrait-on y voter la scission de BHV?

► Les Flamands pourraient tenter de passer

en force, mais rien n'interdit aux francophones d'encourir la sonnette d'alarme. La procédure n'aboutit pas puisque le gouvernement est censé jouer les arbitres, mais ne peut le faire en étant démissionnaire.

Pourrait-on tenir des élections sans scinder BHV?

► Oui, il y a une législation qui existe. Même si elle a été déclarée irrégulière par la Cour constitutionnelle, elle n'a pas été suspendue ni annulée. Le principe de continuité veut que l'on applique le droit applicable. On ne peut imaginer, dans un état démocratique, que l'on ne tienne pas d'élections lorsqu'elles sont requises...

D'autres dossiers, comme l'octroi du prêt à la Grèce, pourraient aussi être votés?

► Oui, la Chambre peut encore voter des textes urgents et le gouvernement - comme en affaires courantes - peut encore sanctionner des lois. ■ **Propos recueillis par N.R.**

Pascal Delwit: «Le CD&V et le MR ont le plus à perdre»

INTERVIEW

Pascal Delwit, politologue à l'Université libre de Bruxelles (ULB), livre son analyse sur les événements qui ont poussé à la chute du gouvernement et sur les perspectives qu'offriront de nouvelles élections.

«Etes-vous surpris par la tournure qu'ont pris les événements hier?»
► Pas vraiment. Depuis jeudi, on avait le sentiment qu'un certain nombre d'acteurs de la majorité ne souhaitaient plus aboutir à un

accord. Dès lors que le VLD maintenait son ultimatum, la fenêtre d'opportunité devenait ténu. Techniquement, le VLD avait prémédité son coup pour aller dans l'opposition au terme de élections anticipées. Ce choix découle des défaites successives de 2007 et 2009.

Ce choix a-t-il une chance de sauver l'union?

► C'est un choix cohérent mais plutôt dangereux, selon moi. Et ce pour trois raisons. Un: le VLD a provoqué la chute du gouvernement sur des thèmes qui ne sont pas les siens. Deux: le VLD va de-

voir s'expliquer devant l'électorat sur les raisons qui l'ont poussé à fêter l'opportunité devenant ténu. Techniquement, le VLD avait prémédité son coup pour aller dans l'opposition au terme de élections anticipées. Ce choix découle des défaites successives de 2007 et 2009.

Trois, enfin: en engageant comme il l'ont fait, les libéraux flamands se sont rendus pour fréquents auprès des partis francophones. Ce qui risque de les conduire à une très longue cure d'opposition. Un peu comme la longue traversée du désert de Verhofstadt entre 1987 et 1999. La différence que lorsque Verhofstadt a fait tomber le gouvernement en 1987, c'était sur des questions à caractère socio-économique.

A qui profitera le prochain scrutin?
► Un résultat électoral est par définition imprévisible, d'autant qu'on est encore loin du scrutin



«Le VLD a fait chuter le gouvernement sur des thèmes qui ne sont pas les siens.»

et qu'on ne connaît pas encore la tonalité de la campagne. En outre, côté flamand, on devrait assister à une confrontation entre le légendaire communautaire et les préoccupations d'ordre socio-économique. Quant à savoir qui tirera le meilleur profit de la campagne, on peut dorer et déjà pointer la N-VA, le Vlaams Belang et la Lijst Dedecker qui joueront sur leur terrain, celui de la musculature communautaire. Le préavis par contre des difficultés pour le CD&V, du fait qu'il a rompu son accord avec la N-VA et que le rôle modérateur qu'il a adopté ces derniers temps ne lui

a pas permis d'arranger le résultat. Côté francophone, le MR apparaît comme le parti ayant le plus à perdre. Etant le grand gagnant du scrutin de 2007, il partira avec un point de comparaison élevé. Mais surtout, le parti est affaibli par la crise interne qu'il vient de traverser. Enfin, nous n'oublions pas que l'électorat a été très bousculé ces trois dernières années, à la fois au plan communautaire et au plan socio-économique.

Faut-il conclure de cette crise que la Belgique est arrivée au bout de sa logique?
► Je ne le pense pas. Nous avons connu des moments de polarisation au moins aussi intenses dans les années 60 et 70, avec les marches sur Bruxelles ou encore les discussions autour de l'article 107 quater (qui a consacré l'existence des trois Régions n.d.r.). Il faudrait pouvoir arriver à un point d'équilibre dans une réforme de l'État qui n'induse pas automatiquement une nouvelle réforme de l'État. Cela passe par une solution structurée au problème BHV. La question sera donc celle d'un nouvel équilibre à atteindre dans le fédéralisme belge. ■ **J.-P. B.**

1/Echo 27/04/2010 (p.4) Extrait: "De l'urne II moult comme il a vu: dans la confusion".